



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

impôts et taxes

Question au Gouvernement n° 655

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Laurent Furst, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Laurent Furst. Tout d'abord, viens-je bien d'entendre le ministre de l'intérieur mettre en cause une décision de la Cour de cassation ? Ce serait une belle première dans cet hémicycle ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Mesdames et messieurs les ministres, votre gouvernement a renoncé trois fois à atteindre ses objectifs : en matière de croissance, de maîtrise des déficits et de baisse du chômage. La situation du pays est grave.

À qui la faute ? À la crise, que vous avez tant niée pendant vos deux campagnes électorales ! À l'Europe, qui contredit le plan de relance fictif tant vanté pour l'adoption du traité ! À vos prédécesseurs, dont l'héritage sert d'alibi à vos échecs - sauf apparemment pour Airbus !

Ma question est simple. Alors que nous constatons que le chômage augmente deux fois plus vite sous la présidence Hollande que sous celle de M. Sarkozy (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), avez-vous le sentiment d'avoir une part de responsabilité dans ce marasme ?

Oui, vous portez une responsabilité, parce qu'à la crise, vous avez ajouté le prix de votre politique, le coût de votre idéologie, l'addition de vos errements.

Rappelez-vous les propos du ministre du logement sur le blocage des loyers et la réquisition des logements !

Rappelez-vous les propos du ministre du redressement productif qui ne voulait plus de Mittal en France et humiliait Peugeot - et maintenant, le chômage flambe ! Rappelez-vous avoir privé 9 millions de Français d'heures supplémentaires défiscalisées, avoir écrasé le pouvoir d'achat par le pilon fiscal. Résultat, le chômage flambe ! Rappelez-vous avoir brisé la confiance des entrepreneurs de France en les désignant à la vindicte de votre majorité. Résultat, le chômage flambe !

Enfin, rappelez-vous que les entreprises ont besoin de stabilité, de vérité et de confiance... et que vous avez augmenté l'été dernier leur fiscalité de 10 milliards d'euros !

Vous avez amené la France sur le chemin d'un Waterloo économique... (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. le président. Merci. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, je n'ai pas bien entendu la fin de votre question, mais j'ai cru comprendre où vous vouliez en venir.

C'est vrai, la France traverse, comme l'ensemble de la zone euro et comme le monde ("*Non !*" *sur les bancs du groupe UMP*), une crise économique très profonde. En effet, d'après les prévisions de la Commission européenne, la zone euro va connaître une deuxième année de récession. La France, pour sa part, a été en stagnation en 2012 - elle a fait moins mal que d'autres - et devrait connaître cette année une croissance de 0,1 % selon la Commission.

Nous ne saurions bien sûr nous en contenter. C'est pourquoi nous menons, contrairement à ce que vous avancez, une politique de redressement. Redressement nécessaire, car il est vrai que nous avons hérité d'une situation très fortement dégradée... (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*)

M. Yves Fromion. Ah, l'héritage !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. ...déficits publics, endettement, croissance amorphe, compétitivité en berne...

Sur tous ces terrains, nous agissons. Nous redressons les déficits, c'est nécessaire. Nous musclons la compétitivité française - et nous faisons d'ailleurs, quoi qu'on ait pu dire, une totale confiance aux entreprises. C'est le gouvernement de Jean-Marc Ayrault qui a érigé, sur la base du rapport Gallois, un pacte de compétitivité de 35 mesures incluant notamment le crédit d'impôt compétitivité emploi, une mesure qu'elles attendaient et qu'elles utilisent ! J'ai pu voir hier encore dans l'Orne à quel point l'attente était forte à ce sujet. Alors, plutôt que de répéter sempiternellement des questions qui visent à chaque fois à faire douter de la France, vous devriez nous accompagner dans une politique qui enfin veut redresser notre pays - une politique qui va vraiment le redresser, créer de la croissance, inverser la courbe du chômage d'ici à la fin de l'année 2013 ! C'est cette politique que nous menons, elle est bien différente et bien meilleure que la vôtre.
(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Furst](#)

Circonscription : Bas-Rhin (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 655

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [20 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 mars 2013](#)